



MANUEL

Les organisations régionales et le Programme d'action des Nations unies sur les armes légères (PoA)

Eric G. Berman et Kerry Maze



Federal Foreign Office



Droits d'auteur

Publié en Suisse par le Small Arms Survey

© Small Arms Survey, Institut de hautes études internationales et du développement,
Genève 2012

Première publication en anglais, intitulée *Regional Organizations and the UN Programme of Action on Small Arms (PoA)* : août 2012, réimprimée avec corrections en septembre 2014

Publication en français : version web disponible en juin 2014, imprimée avec corrections en septembre 2014

La documentation présentée dans cet ouvrage, incluant des mises à jour sur la version anglaise, est disponible en ligne sur: www.smallarmssurvey.org/?ro-poa.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, ni mise en mémoire dans un système de recherche documentaire ou transmise, sous quelque forme et par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable du Small Arms Survey, ou de manière expressément autorisée par la loi ou en vertu des accords de l'organisation des droits de reprographie. Toute question concernant la reproduction en dehors de la portée de ce qui précède doit être adressée au Directeur des publications, Small Arms Survey, à l'adresse ci-dessous.

Small Arms Survey
Institut de hautes études internationales et du développement
47 Avenue Blanc
1202 Genève, Suisse

Document édité par Alex Potter (fpcc@mtnloaded.co.za)

Traduction par Danièle Fayer-Stern (GRIP)

Relecture par Olivia Denonville

Cartographie par Jillian Luff, MAPgrafix (www.mapgrafix.com)

Conception et composition en Optima par Richard Jones (rick@studioexile.com)

Mise en page par Frank Benno Junghanns (fbj@raumfisch.de)

Imprimé en France par GPS

ISBN 978-2-940-548-04-0

La présente traduction française se base sur la version originale du Manuel, publiée en 2012 en anglais. Outre quelques corrections mineures, la version française correspond entièrement au Manuel en anglais et reflète dès lors les informations récoltées en 2012.

Table des matières

Le Small Arms Survey	v	CEDEAO/Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest	28
Préface	vi	CEEAC/Communauté économique des États d'Afrique centrale	30
Avant-propos	vii	CEMAC/Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale	32
Remerciements	viii	CEN-SAD/ Communauté des États sahélo-sahariens	34
Liste des encadrés, figures et tableaux	x	CEPGL/Communauté économique des pays des Grands Lacs	36
Listes des abréviations et acronymes	xi	CIRGL/Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs	38
Partie I. Introduction et aperçu général	1	COI/Commission de l'Océan Indien	40
Importance des organisations régionales	2	COMESA/Marché commun de l'Afrique orientale et australe	42
Organisations régionales : au-delà des plus connues	4	IGAD/Autorité intergouvernementale pour le développement	44
Examen d'une sélection d'engagements envers le PoA	9	OCCPAE/Organisation de coopération des chefs de police d'Afrique de l'Est	46
Comment utiliser ce Manuel	12	RECSA/Centre régional de lutte contre les armes légères dans la Région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes	48
Observations et aspirations	14	SADC/Communauté de développement de l'Afrique australe	50
Partie II. Profils des organisations régionales	19	SARPPCO/Organisation régionale de coopération des chefs de police d'Afrique australe	52
Afrique		UA/Union africaine	54
CAE/Communauté d'Afrique de l'Est	22	UFM/Union du fleuve Mano	56
CCPAC/Comité des chefs de police d'Afrique centrale	24	UMA/Union du Maghreb arabe	58
CCPAO/Comité des chefs de police d'Afrique de l'Ouest	26	Les Amériques	
		AMERIPOL/Communauté des polices d'Amérique	62
		CAN/Communauté andine	64
		CARICOM/Communauté caribéenne	66
		MERCOSUR/Marché commun du Sud	68
		OEA/Organisation des États américains	70
		SICA/Système d'intégration d'Amérique centrale	72
		UNASUR/Union des nations sud-américaines	74

Asie

ANASE/Association des nations de l'Asie du Sud-est	78
APEC/Coopération économique Asie-Pacifique	80
ASACR/Association sud-asiatique de coopération régionale	82
ASEANAPOL/ Chefs de police de l'ANASE	84
BIMSTEC/Initiative de la Baie du Bengale en matière de coopération multisectorielle et économique	86
CCG/Conseil de coopération des États arabes du Golfe	88
CEI/Communauté des États indépendants	90
CICA/Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie	92
EurAsEC/Communauté économique eurasiatique	94
GUAM/Organisation pour la démocratie et le développement économique—GUAM	96
LEA/Ligue des États arabes	98
OCS/Organisation de coopération de Shanghai	100
OTSC/Organisation du Traité de sécurité collective	102

Europe

CCR/Conseil de coopération régionale	106
CEMN/Organisation de coopération économique de la mer Noire	108
EUROCONTROL/Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne	110
Europol/Office européen de police	112
OSCE/Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	114
OTAN/Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	116
RACVIAC/Centre d'aide régional pour la vérification et la mise en œuvre du contrôle des armements (Centre pour la coopération en matière de sécurité)	118
SELEC/Centre de maintien de l'ordre de l'Europe du Sud-est	120

UD/Union douanière du Bélarus, du Kazakhstan et de la Fédération de Russie	122
UE/ Union européenne	124

Océanie

FIP/Forum des îles du Pacifique	128
OCO/Organisation douanière d'Océanie	130
PICP/Chefs de police des îles du Pacifique	132

Partie III. Annexes 135

Annexe 1	
Membres des organisations régionales présentées	136
Annexe 2	
Affiliations des organisations régionales présentées par région	138
Annexe 3	
Affiliations des États membres de l'ONU aux organisations régionales présentées	147
Annexe 4	
Programme d'action des Nations unies pour prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects	151

Partie IV. Sources 157

Sources de la partie I	158
Sources de la partie II	160
Afrique	160
Amériques	168
Asie	172
Europe	180
Océanie	184

Un guide des symboles utilisés dans les profils se trouve dans le dépliant de la couverture du Manuel.

Le Small Arms Survey

Le Small Arms Survey est un programme de recherche indépendant situé au sein de l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève, en Suisse. Fondé en 1999, ce projet bénéficie du soutien du Département fédéral des Affaires étrangères suisse et de contributions régulières des gouvernements allemand, américain, australien, belge, britannique, canadien, danois, finlandais, néerlandais, norvégien et suédois. Le Survey est également reconnaissant envers la France, la Nouvelle-Zélande et l'Espagne pour leurs contributions antérieures. Le Survey souhaite également saluer les fondations et les différentes entités des Nations unies pour le soutien financier qu'elles lui ont apporté.

Les objectifs du Small Arms Survey sont les suivants : constituer la principale source internationale d'informations publiques sur tous les aspects relatifs aux armes légères et à la violence armée, servir de centre de référence en termes d'informations et de recherches sur les armes légères et la violence armée pour les gouvernements, décideurs politiques, chercheurs et militants, être un observateur des initiatives nationales et internationales (officielles et non gouvernementales) portant sur les armes légères, soutenir les efforts destinés à résoudre les effets de la prolifération et de l'usage abusif des armes légères et faire office de centre de documentation pour le partage d'information et la diffusion des meilleures pratiques.

Le Survey finance également des recherches sur le terrain et la collecte d'informations, notamment dans les États et les régions les plus touchés. Le projet dispose d'une équipe internationale d'experts dans les domaines de la sécurité, des sciences politiques, du droit, de l'économie, du développement, de la sociologie et de la criminologie. Il collabore, en outre, avec un réseau de chercheurs, d'institutions partenaires, d'organisations non gouvernementales et de gouvernements dans plus de 50 pays.

Small Arms Survey
Institut de hautes études internationales et du développement
47 Avenue Blanc
1202 Genève, Suisse

p +41 22 908 5777

f +41 22 732 2738

e sas@smallarmssurvey.org

w www.smallarmssurvey.org

Préface

Les profils présentés dans ce Manuel se basent sur les résultats d'une vaste recherche documentaire, d'entretiens et de consultations avec les représentants des organisations régionales, ainsi que sur une correspondance avec des bailleurs de fonds et des praticiens qui connaissent bien les acteurs et les activités dont il est question. L'équipe de recherche du Small Arms Survey a déployé d'importants efforts pour contacter toutes les organisations régionales présentées afin d'obtenir leur contribution et leur appui.

Bon nombre d'organisations ont consacré beaucoup d'énergie à la finalisation des profils et leur contribution a consolidé cette étude. Certaines organisations ont choisi de ne pas participer. Des efforts supplémentaires ont été déployés pour les y intéresser et leur permettre de commenter les premières versions.

Certaines divergences d'opinion ou le manque d'espace nous ont parfois amenés à demander des avis extérieurs. En aucun cas les profils ne constituent des positions ou documents officiels de chacune de ces organisations régionales ; ils sont le résultat des travaux des deux auteurs du volume. Le format des profils obéit au style rédactionnel du Small Arms Survey.

En conséquence, les noms des pays et des frontières utilisés dans les cartes peuvent ne pas correspondre entièrement aux accords et aux directives internes de l'organisation régionale. Certains pays peuvent également être en désaccord avec les désignations géographiques. Notre décision de localiser certaines

organisations dans une seule région géographique – alors que leurs membres se situent dans plusieurs – ne manquera pas d'étonner (ce choix étant destiné à faire de l'Annexe 3 un outil de référence plus utile). Nous reconnaissons les sensibilités inhérentes à ces questions et apprécierons la compréhension du lecteur à cet égard.

Il importe de noter que cette étude ne doit pas être considérée comme une évaluation formelle de quelque organisation régionale en particulier. L'attribution des icônes correspondant aux activités liées au PoA est subjective. Le nombre d'icônes affiché n'est pas proportionnel à l'importance de l'organisation. En outre, « l'attribution » d'une icône n'est pas un indice d'efficacité. En revanche, les icônes sont destinées à être des guides utiles, stimulant la discussion et le débat.

Veuillez également consulter le site Internet du Small Arms Survey pour une version électronique de cette étude, qui comprendra des liens vers de nombreux documents mis en évidence dans le texte. Nous mettrons régulièrement à jour les points de contact des organisations régionales sur notre site et présentons, le cas échéant, les profils d'autres organisations régionales.

— Eric G. Berman

Directeur, Small Arms Survey

Genève, Suisse

Juillet 2012

Avant-propos

En réalisant le présent Manuel des organisations régionales actives dans le domaine des armes légères et de petit calibre, le Small Arms Survey a réussi à combler une importante lacune. À ce jour, en effet, les activités régionales concernant les armes légères et de petit calibre n'avaient jamais été compilées de manière si complète et succincte. Grâce à cette étude, toute une série d'initiatives et d'institutions sont à présent disponibles d'un seul coup d'œil. L'Allemagne est heureuse d'avoir pu contribuer à ce résultat en finançant cette publication.

Les organisations régionales jouent un rôle de plus en plus important dans le contrôle des armes légères. Une raison évidente en est la nature régionale de cette problématique : les armes légères illicites sont souvent liées à des conflits régionaux ou font l'objet d'une contrebande d'envergure régionale. La coopération transfrontalière, le partage de l'information et l'harmonisation régionale du marquage et du traçage sont des éléments essentiels d'un mécanisme efficace de contrôle des armes légères. Une autre raison est la connaissance régionale nécessaire pour lutter contre les armes légères et de petit calibre illicites : les contextes politiques, juridiques et historiques, ainsi que la nature de l'enjeu, ont presque toujours des spécificités régionales uniques et très marquées. C'est la raison pour laquelle un accent particulier a été mis sur les organisations régionales dans le processus de préparation de la deuxième Conférence d'examen du Programme d'action de l'ONU pour lutter contre le commerce illicite des armes légères (PoA), et leur impact s'avérera sans aucun

doute crucial au cours de la Conférence d'examen elle-même. Dans ce contexte, la publication de ce Manuel est très opportune.

L'Allemagne possède une longue tradition de coopération avec les organisations régionales dans le secteur de la sécurité. L'un de ses projets les plus importants sur les armes légères et de petit calibre au cours des dernières années a été son soutien à la Communauté d'Afrique de l'Est, en ce compris la mise en place d'un mécanisme de marquage et de traçage et le renforcement de la coopération politique et en matière de sécurité dans la région. Nous avons collaboré avec la Ligue de États arabes, avec la Communauté andine et avec le Système d'intégration d'Amérique centrale. Nous sommes impatients d'élargir notre coopération avec des entités régionales, en particulier compte tenu des nouveaux enjeux liés aux armes légères, comme le flux des armes illicites faisant suite au conflit de 2011 en Libye.

Le présent Manuel fournit une mine d'informations sur des activités régionales – y compris certains faits surprenants ou peu connus. L'étude présente un certain nombre d'organisations régionales qui ne comptent pas parmi les plus connues dans le secteur des armes légères. Il établit aussi des connexions utiles entre les communautés de lutte contre le narcotrafic, le terrorisme et le crime transnational. J'ai trouvé cette publication très utile et suis convaincu qu'elle sera d'une grande aide pour d'autres gouvernements, organisations internationales et régionales ainsi que pour toutes les parties prenantes dans le domaine de la sécurité. Elle mérite d'être largement diffusée et je suis impatient de pouvoir soutenir le Small Arms Survey dans ses futurs travaux d'exploration du rôle des acteurs qui y sont cités dans la lutte contre l'utilisation et le commerce illicites des armes légères et de petit calibre.

— **Ambassadeur Rolf Nickel**

Commissaire du gouvernement fédéral allemand
pour le désarmement et le contrôle des armes, 15 mai 2012

Remerciements

L'élaboration de ce Manuel a pris plusieurs années. Les personnes et les gouvernements à remercier sont donc nombreux.

Le projet a bénéficié de l'assistance financière du gouvernement allemand. Nous sommes reconnaissants envers Wolfgang Bindseil, Detlev Wolter et leurs collègues du ministère des Affaires étrangères à Berlin pour leur soutien. Nous remercions également le Département d'État des États-Unis pour leur assistance financière.

Nous avons apprécié le temps et l'aide offerts par les représentants des organisations régionales, ainsi que leur personnel, pour organiser des visites au sein de leurs sièges ou bureaux de programmes. Il s'agit notamment de : l'APEC, l'ASEANAPOL, CARICOM, du CCR, du FIP, l'OCO, l'OSCE, l'OTAN, du PICP et du RECSA. Ces visites nous ont permis de comprendre en profondeur la teneur des activités des organisations. Nous ne pouvons citer ici toutes les personnes que nous avons rencontrées ni tous les représentants et points de contact qui ont contribué à la compilation des profils. Toutefois certaines personnes ont été particulièrement généreuses en temps et en information : Claudia Carolina Acosta Velásquez, Cyriaque Agnekethom, Ioane Alama, Desy Andriani, Emmanuel Assama, Maria Brandstetter, Callixtus Joseph, Michael Chapnick, Ervin Dervina, Kyla Evans, Liliane Gashumba, Issa Goffa, Verónica Gómez, Meltem Güney, Martin Kimani, Linda Koroma, Farah Monika, Hefer Morataya, Elizabeth Mutunga, Jacques Mvom, Marie Thérèse Ngo Ndombol, Leonard

Onyonyi, Jelena Radakovic, Francis Xavier Rwego, Eva Sacasa, Mala Selvaraju, Stephen Singo, Salimata Sow, Sorin Sterie, Carolin Thielking et Mike Urban. Erin De Glanville, Barbara Munube et Alison August Treppel méritent une mention particulière pour la bonne grâce avec laquelle ils ont accepté dès le début les contraintes d'espaces et les fréquentes modifications de texte.

Gillian Goh, Catherine Guicherd, Roman Hunger, Kent Jamison, Christian Koch, Agnes Marcaillou, Jim McLay, Mohammed Nore-Alam, Daniel Prins, Melanie Regimbal, Francis Sang, Jacqueline Seck-Diouf et Anthony Simpson ont fourni des informations, ainsi que l'accès aux organisations régionales ou aux forums sur les armes légères au sein desquels ces organisations régionales étaient actives.

Outre les représentants nommés ci-dessus, nous souhaitons exprimer notre reconnaissance pour l'excellente coopération du Bureau des Nations unies pour les affaires du désarmement et ses trois bureaux régionaux à Katmandou, Lima et Lomé.

Philip Alpers, Amanda Cowl, Kenneth Epps, Nicolas Gerard, Bill Godnick, Paul Holtom, Amber Jitts, Guy Lamb, Lina Maria Monten, Suneeta Millington, Jean-Philippe Morange, Augusta Muchai, Wolf-Christian Paes, Tyler Pratt, Francis Wairagu et Robert Zuber ont tous apporté une aide précieuse pour revoir et améliorer les profils ainsi que d'autres parties du manuscrit.

Bon nombre de nos collègues du Survey ont contribué utilement au projet. Glenn McDonald et Sarah Parker nous ont généreusement fait bénéficier de leurs clairvoyance et expertise dans la définition des profils. Le projet a également bénéficié de l'aide à la recherche fournie par Takhmina Karimova, Chelsea Kelly, Pilar Reina, Elizabeth Simpson, Cristina Tavares de Bastos, Lauren Tracey et Kristen Visakay. À cet égard, nous remercions en parti-

culier Dauren Aben, qui s'est chargée de plusieurs profils. Les nombreuses suggestions et analyses de Martin Field ont permis de rendre le produit final plus attractif et facile d'utilisation. Les consultants à long terme du Survey, Richard Jones, Julian Knott et Jillian Luff, ont fourni un excellent travail en ce qui concerne le format, les icônes et les cartes du Manuel, et le manuscrit a bénéficié de l'œil et de la plume acérés des relecteur Alex Potter et correcteur Donald Strachan. Nous avons également eu la chance de travailler avec la consultante éditoriale Estelle Jobson, rapide, joviale et bien organisée.

Enfin, Natacha Cornaz mérite une mention spéciale pour nous avoir considérablement aidé à assembler la myriade de matériels pour finaliser l'étude, relire l'entièreté du manuscrit et se charger de plusieurs profils.

La traduction en français de ce Manuel a été confiée aux bons soins de Danièle Fayer-Stern, du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP). Celle-ci a été épaulée par les membres de l'équipe du GRIP qui ont révisé la traduction à la lumière de leur expertise, et nous aideront à la promouvoir et la diffuser auprès des différents acteurs francophones engagés dans les travaux liés au Programme d'Action. Le Manuel en français a été mis en page par Frank Benno Junghanns et relu par Olivia Denonville, également chargée de coordonner la publication de cette version. Enfin, nous remercions vivement *l'Office of Weapons Removal and Abatement*, du Département d'État des États-Unis, qui a entièrement financé la traduction et l'impression de ce Manuel en français.

— Eric G. Berman et Kerry Maze

Genève, Suisse

Août 2014

Liste des encadrés, figures et tableaux

- Encadré 1** Centres régionaux des Nations unies pour la paix et le désarmement
- Figure 1** « Enchevêtrement » des adhésions aux organisations africaines
- Figure 2** Information concernant l'organisation régionale
- Tableau 1** Sélection de mesures régionales sur les armes légères illicites avant juin 2001
- Tableau 2** Réunions internationales soutenant le rôle des organisations régionales dans la mise en œuvre du PoA, 2004–2010
- Tableau 3** Les 52 organisations régionales présentées dans ce Manuel
- Tableau 4** Membres des organisations régionales présentées qui ne sont pas des États membres de l'ONU
- Tableau 5** Soutien des organisations régionales en faveur des engagements pris en vertu du PoA et icônes utilisées dans ce Manuel

Liste des abréviations et acronymes

ADM	Arme de destruction massive
AGNU	Assemblée générale des Nations unies
ALPC	Armes légères et de petit calibre
AMERIPOL	Communauté des polices d'Amérique
AMISOM	Mission de l'Union africaine en Somalie
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-est
APEC	Coopération économique Asie-Pacifique/Asia-Pacific Economic Cooperation
APF	Facilité de soutien à la paix en Afrique/African Peace Facility
ASA	Association de l'Asie du Sud-est
ASACR	Association sud-asiatique de coopération régionale
ASEANAPOL	Chefs de police de l'ANASE
BAD	Banque africaine de développement
BCMS	Bosniaque, Croate, Monténégrin, Serbe
BDCE	Banque de développement du Conseil de l'Europe
BEI	Banque européenne d'investissement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BH	Bosnie-Herzégovine
BIMSTEC	Initiative de la Baie du Bengale en matière de coopération multisectorielle et économique
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est/East African Community

CAN	Communauté andine/Comunidad Andina
CARICOM	Communauté caribéenne
CASAC	(SICA) Programme centraméricain pour le contrôle des armes légères et de petit calibre/ Programa Centroamericano de Control de Armas Pequeñas y Ligeras
CCG	Conseil de coopération des États arabes du Golfe/Conseil de coopération du Golfe
CCIR	Comité de coordination interrégionale
CCPAC	Comité des chefs de police d'Afrique centrale
CCPAO	Comité des chefs de police d'Afrique de l'Ouest
CCPPS	Conférence des chefs de police du Pacifique Sud
CCR	Conseil de coopération régionale
CDS	(UNASUR) Conseil de défense de l'Amérique du Sud/Consejo de Defensa Suramericano
CEA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CEE	Communauté économique européenne
CEE-ONU	Commission économique des Nations unies pour l'Europe
CEEAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CEED	(UNASUR) Centre des études stratégiques de défense/Centro de Estudios Estratégicos de Defensa
CEI	Communauté des États indépendants
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CEMN	Organisation de coopération économique de la mer Noire
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
CEPGL	Communauté économique des pays des Grands Lacs
CER	Communauté économique régionale
CEWARN	(IGAD) Mécanisme d'alerte précoce et d'intervention en cas de conflit
CHARM	(OCO) Réunion régionale des chefs d'administration douanières
CICA	Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie/Conference on Interaction and Confidence Building Measures in Asia

CIFTA	Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs, et d'autres matériels connexes/Convención Interamericana contra la Fabricación y el Tráfico Ilícitos de Armas de Fuego, Municiones, Explosivos y otros Materiales Relacionados
CIRGL	Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs
CMC	(MERCOSUR) Conseil du marché commun/Consejo del Mercado Común
CNMI	Commonwealth des Îles Mariannes du Nord/Commonwealth of Northern Mariana Islands
COARM	(UE) Groupe de travail sur les exportations d'armes conventionnelles
CODUN	(UE) Groupe de travail « Désarmement global et maîtrise des armements »
COI	Commission de l'Océan Indien
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CPEA	Conseil du partenariat euro-atlantique
CPI	Cour pénale internationale
CRIN	(OCO) Réseau régional du renseignement douanier/Customs Regional Intelligence Network
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
CSSDCA	Conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique
CTTF	(APEC) Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme/Counter-Terrorism Task Force
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DFID	(Royaume-Uni) Département du développement international/Department for International Development
DIHPSS	(CEEAC) Département de l'intégration humaine, de la paix, de la sécurité et de la stabilité
EAU	Émirats arabes unis
ECOSAP	Programme de contrôle des armes légères de la CEDEAO
EU	États-Unis
EUR	Euro(s)
EurAsEC	Communauté économique eurasiatique
EUROCONTROL	Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne
Europol	Office européen de police

FFA	(FIP) Agence des pêches du Forum
FIP	Forum des îles du Pacifique
FOMUC	Force multinationale en Centrafrique
FR	Fédération de Russie
FRSC	(FIP) Comité de sécurité régionale du Forum
GIABA	Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest
GIZ	Société allemande pour la coopération internationale/Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GTZ	Société allemande pour la coopération technique/Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
GUAM	GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie) Organisation pour la démocratie et le développement économique
GUUAM	Géorgie, Ukraine, Ouzbekistan, Azerbaïdjan, Moldavie
ICPAT	Programme de renforcement des capacités contre le terrorisme de l'IGAD
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement/Intergovernmental Authority on Development
IGADD	Autorité intergouvernementale sur la sécheresse et le développement
IIMS	(GUAM) Système intergouvernemental de gestion de l'information
IMPACS	(CARICOM) Agence d'exécution pour la prévention du crime et la promotion de la sécurité
INTERPOL	Organisation internationale de police criminelle
ISS	Institut d'études de sécurité/Institute for Security Studies
ISSP	Programme du secteur de sécurité de l'IGAD
ITC	Commission du commerce international
LBC	Lutte contre le blanchiment des capitaux
LEA	Ligue des États arabes
LES	(OCO) Division d'application de la loi et de sécurité
LFT	Lutte contre le financement du terrorisme
MANPADS	Système(s) portatif(s) de défense aérienne

MERCOSUR	Marché commun du Sud/Mercado Común del Sur
MICOPAX	Mission de consolidation de la paix en République centrafricaine
MINUK	Mission de l'ONU au Kosovo
MoU	Protocole d'accord/Memorandum of understanding
MRC	Mesures de renforcement de la confiance
MSIAC	(OTAN) Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions
N/D	Non disponible
NAMSA	Agence OTAN d'entretien et d'approvisionnement
OCCPAE	Organisation de coopération des chefs de police d'Afrique de l'Est
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économiques
OCI	Organisation de la conférence islamique
OCO	Organisation des douanes d'Océanie/Oceania Customs Organization
OCS	Organisation de coopération de Shanghai
ODECA	Organisation des États d'Amérique centrale/Organización de Estados Centroamericanos
OEA	Organisation des États américains
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMD	Organisation mondiale des douanes
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
ONUSIDA	(ONU) Programme commun des Nations unies sur le HIV/SIDA
OR	Organisation régionale
OSC	Organisation de la société civile
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAPS	(CEEAC) Programme d'appui en matière de paix et de sécurité

PCASED	Programme de coordination et d'assistance pour la sécurité et le développement
PCN	Point de contact national
PDB	Produit domestique brut
PFN	Point focal national
PICP	Chefs de police des îles du Pacifique/Pacific Islands Chiefs of Police
PIDC	Conférence des directeurs de services d'immigration du Pacifique
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PoA	Programme d'action pour prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects
PoA-ISS	Système d'appui à la mise en œuvre du Programme d'action des Nations unies
POC	Point de contact
PPP	(OTAN) Partenariat pour la paix
PSSM	Sécurité physique et gestion des stocks/Physical security and stockpile management
PTCCC	Centre de coordination de la lutte contre le crime transnational dans le Pacifique
RACVIAC	RACVIAC – Centre pour la coopération en matière de sécurité
RAMSI	Mission d'assistance régionale aux Îles Salomon
RASALAC	Réseau d'action sur les armes légères en Afrique centrale
RASALAO	Réseau d'action sur les armes légères d'Afrique de l'Ouest
RASD	République arabe sahraouie et démocratique
RASR	Approche régionale pour la réduction des stocks/Regional Approach to Stockpile Reduction
RATS	(OCS) Structure régionale de lutte contre le terrorisme
RBE	Réunion biennale des États
RBE3	Troisième réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action pour prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects
RBE4	Quatrième réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action pour prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects

RCA	République centrafricaine
RCC	(SARPCCO) Comité de coordination régionale
RDB	(UNODA) Service du désarmement régional
RDC	République démocratique du Congo
RECSA	Centre régional de lutte contre les armes légères dans la Région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes
REG	Réunion d'experts gouvernementaux
RevCon	Conférence d'examen du PoA de l'ONU
RMDS/G	(SEESAC) Normes et directives de micro-désarmement régional
RSS	Réforme du secteur de la sécurité
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe/Southern African Development Community
SADCPOL	Police de la SADC
SARPCCO	Organisation régionale de coopération des chefs de police d'Afrique australe/Southern African Regional Police Chiefs Cooperation Organization
SCP	Secrétariat de la Communauté du Pacifique
SECI	Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-est
SEECF	Processus de coopération en Europe du Sud-est
SEESAC	Centre régional d'Europe du Sud-est d'échange d'informations pour la réduction d'armes légères et de petit calibre
SELEC	Centre de maintien de l'ordre de l'Europe du Sud-est
SEPCA	Association des chefs de police d'Europe du Sud-est
SFIP	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
SGNU	Secrétaire général des Nations unies
SICA	Système d'intégration d'Amérique centrale/Sistema de la Integración Centroamericana
SIE	(OTAN) Échange structuré d'information
SOP	Procédures opérationnelles standard
STAR	(APEC) Sécurité du commerce dans la région d'Asie-Pacifique
SVG	Saint-Vincent-et-les-Grenadines

TBO	Territoire britannique d'outre-mer
UA	Union africaine
UD	Union douanière du Bélarus, Kazakhstan et de la Fédération de Russie
UDAA	Union douanière d'Afrique australe
UDEAC	Union douanière et économique de l'Afrique centrale
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire Ouest-africaine
UFM	Union du fleuve Mano
UMA	Union du Maghreb arabe
UNASUR	Union des nations sudaméricaines/Unión de Naciones Suramericanas
UNICEF	Fond des Nations unies pour l'enfance
UNIDIR	Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement
UNLIREC	Centre régional des Nations unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes
UNODA	Bureau des Affaires du désarmement des Nations unies
UNODC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
UNRCPD	Centre régional des Nations unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique
UNREC	Centre régional des Nations unies pour la paix et le désarmement en Afrique
UNROCA	Registre des armes classiques des Nations unies
UNSAC	Comité consultatif permanent des Nations unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
USAID	Agence américaine pour le développement international
USD	Dollar(s) des États-Unis
UXO	Munitions non explosées
WGSIM	(FIP) Groupe de travail pour le renforcement de la gestion de l'information
ZEP	Zone d'échanges préférentiels pour les États d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe